



La lettre des directeurs de CIO

N° 31

Septembre 2009

SOMMAIRE

Le mot du président p 1

Le site fait peau neuve p 3

Vu dans les colonnes du Monde p 4

Questionnaire aux Directeurs p 4

Réunion avec le DIO p 7

AG et journée de réflexion-débat du 13-11-09 p 9

Bulletin d'adhésion p 12

Le mot du président

**L'eau prend toujours la forme du vase
(proverbe japonais)**

« Les services d'orientation doivent habiliter les citoyens en les équipant des aptitudes et des compétences qui leur permettent de déchiffrer le monde qui les entoure et de prendre des décisions raisonnées lorsqu'ils gèrent leur éducation et leur formation ainsi que leur parcours professionnel. »

Cette phrase issue d'un ouvrage du CEDEFOP* (De la politique à la pratique - Une évolution systémique vers l'orientation tout au long de la vie en Europe**) exprime toute la difficulté à développer une pensée sur la question des services d'orientation aujourd'hui, qui ne soit pas suspecte de brader les acquis du système Français au profit d'une pensée européenne supposée porteuse avant tout, de toutes les intentions néolibérales.

C'est une phrase que peu de professionnels de l'orientation rejetteraient, en ce qu'elle installe de capacité d'émancipation de l'individu dans son propre parcours. Par ailleurs, le reproche communément énoncé par les spécialistes français, d'un

concept européen de l'orientation tout au long de la vie,

entièrement dirigé vers l'insertion professionnelle tombe en tout cas au sujet de cette phrase, puisqu'il s'agit de gérer « éducation, formation et parcours professionnel ».

Ce n'est qu'une phrase extraite d'un rapport et l'on n'est pas sûr à ce stade que le fond du texte soit bien en phase avec une pensée émancipatrice.

On relira les textes des résolutions européennes pour s'apercevoir qu'on ne peut souvent qu'être d'accord en professionnels de l'orientation lorsque s'exprime une volonté de progrès de la capacité des gens à disposer des compétences à se déterminer par eux-mêmes.

Et pourtant on sait bien que si l'on partage sur le fond cette volonté d'aider l'individu à se situer dans un monde complexe, la simple expression d'un accord avec cette volonté européenne vous promet sine die à l'hydre libérale et vous vous retrouvez voué aux gémonies des puissances économiques sur le champ.

En réfléchissant à cet apparent paradoxe, peut-on tout de même se dire que ça n'est pas très étonnant, dans la mesure où le néo-libéralisme se repaît à l'envi d'une rhétorique des libertés individuelles ?

Comment-on une erreur politique en voulant défendre des valeurs liées à une activité professionnelle, lorsqu'on s'aperçoit que celles-ci croisent une idéologie politique ? Faut-il dès ce moment renoncer à l'analyse proposée dans ce cadre, au motif que cette pensée peut être réutilisée dans le cadre

Directeur de la Publication :

Bob Poisson

Rédactrice en Chef :

Nancy Adam

nancy.adam@orange.fr

Comité de Rédaction :

Conseil d'Administration de l'ANDCIO

**L'ANDCIO une association
pour tous les Directeurs et
Directrices**

Visitez son site internet :

<http://pagesperso-orange.fr/adcio/>

de dogmes qui n'étaient pas à la base de votre réflexion ?

Le concept de l'OTLV (Orientation Tout au Long de la Vie) est sans doute assez clairement un concept néolibéral. Il constitue bien un outil au service d'un fonctionnement économique que nous connaissons aujourd'hui et dont le moins qu'on puisse dire, en ces périodes de crise, est qu'il est loin d'être un moyen de promotion de l'individu. Au même moment, ce concept propose de mettre à disposition des individus les outils d'une capacité plus grande à se construire, à maîtriser son destin...

Nos services, comme d'autres prestataires du champ de l'orientation, sont concernés par la mise en oeuvre de cette « Orientation tout au long de la vie ». Le développement des compétences vers l'autonomie est bien une des composantes majeures de notre travail.

D'aucuns pensent que c'est notre statut de service public qui change la donne pour ce qui concerne le système Français.

L'ANDCIO elle-même a développé à maintes reprises la nécessité d'un cadrage par l'état des missions des CIO. Ce qui est exprimé là, c'est certainement que le droit au conseil en orientation devient l'un des droits fondamentaux du XXIème siècle, à mesure que la complexité des systèmes d'éducation, de formation et d'activités professionnelles croît, jusqu'à contraindre de manière forte l'exercice des droits de l'homme et du citoyen. Ce droit doit donc être garanti et protégé par l'Etat. Nos services doivent donc bien dans ce cadre être protecteurs et dispensateurs du bien public.

L'ouverture de cette problématique à l'Europe pose la question suivante : dans les différents pays l'Etat ne s'est absolument pas construit sur la même histoire, ne revêt pas les mêmes définitions ou limitations, pas les mêmes fonctions et donc pas les mêmes conceptions du

service public. La garantie et la protection des droits est donc pensée et assurée selon des modes différents avec parfois une efficacité moins grande que dans notre système, mais parfois, à notre grand étonnement [*Parce que nous sommes par définition convaincus de la supériorité de nos modes de protection du citoyen*] offrant un service meilleur que celui que la France met en oeuvre.

Pour illustrer cela, le système écossais d'orientation offre une approche intégrée de l'école primaire à la vie adulte qui est loin d'être réalisée en France. Les deux pays et leurs systèmes d'orientation respectifs ne sont absolument pas comparables et ce n'est donc pas un exemple à suivre aveuglément! Cela constitue simplement une incitation à l'ouverture, une question posée à nos propres modes d'action qui nous semblent bien trop souvent les meilleurs.

Loin de nous, l'idée de prétendre que nous n'avons pas dans notre système quelques « joyaux » à mettre en avant, mais pour autant, nos qualités sont-elles si exceptionnelles qu'elles ne puissent s'inspirer de rien d'autre que de notre modèle historique et social ?

On pourra nous rétorquer qu'il est dangereux de réfléchir sur ces bases, et que mettre le plus petit doigt dans une organisation différente de l'actuelle, dans cette affaire d'O.T.L.V, vouera nos services à une disparition programmée, et que donc, il ne faut rien accepter de neuf sinon le renforcement de l'existant, en défendant pied à pied les statuts de nos services et de nos personnels ainsi que l'organisation actuelle.

En sommes-nous tellement satisfaits que nous puissions ainsi nous asseoir sur la phrase citée au tout début de cet édit, dans un ultime paradoxe qui nie le fondement-même de nos métiers ?

Certains répondront par une satisfaction intangible de nos fonctionnements actuels : cela a au moins le mérite de la cohérence. Cependant, l'inquiétude que nous pouvons

avoir dans la période actuelle, est qu'on fait assez peu de cas de notre avis pour mettre en place autour de nous et au

sein même de l'éducation les dispositifs et actions qui pourraient marginaliser l'existence des CIO et des COP, réduisant toujours plus à la portion congrue ce qui fait la richesse de notre métier.

Il se peut qu'on conserve en l'état l'apparence de notre corps professionnel, le temps de nous « épuiser » ou de nous « dériver » sans qu'il soit touché aux structures.

La question pourrait alors, être ainsi résumée : défendons-nous uniquement l'existant ou considérons-nous qu'il reste essentiel de se situer sur un champ plus ouvert au risque d'une évolution des services et des statuts ?

L'ANDCIO reste convaincue que les CIO par leur histoire, leur implantation géographique, la culture et les valeurs qui les structurent, ont vocation à construire les démarches, les outils, les concepts qui donnent une assise aux politiques de l'orientation en France. L'idéal d'autonomie et d'émancipation dont les services d'orientation du Ministère de l'Education Nationale ont été les promoteurs depuis leur création a permis la reconnaissance de la capacité des individus à s'orienter par eux-mêmes, institutionnalisé par la loi de 1989.

Aujourd'hui, le conseil en orientation nous semble bien l'expression la plus forte de cette ambition, le moyen de travailler à la construction des parcours individuels, gage de maîtrise des destinées par les individus eux-mêmes, dans nos sociétés européennes complexes.

La problématique posée par la construction de l'Europe est bien la suivante : au risque de servir l'Entreprise (Risque ? Déjà cette introduction est curieuse, non ?) par une action résolue au service de l'individu, l'ambition de l'autonomie des personnes dans leurs parcours scolaires, de formation ou professionnels, semble valoir la peine d'accepter que l'avenir des CIO s'enrichisse de modèles dont nous n'avions pas la culture.

Défendre l'existant par crainte d'être dépassé par les évolutions, nous semble une attitude peut-être politiquement juste (correcte), mais très loin des besoins des usagers qui ne

cesseront de s'exprimer dans les années à venir.

L'ouverture à des analyses inspirées d'autres histoires européennes ne peut-elle pas relancer la capacité de nos services à répondre aux nouvelles organisations de l'éducation qui finiront bien par se faire jour ?

Pour autant, les valeurs de neutralité, d'égalité portées par un service public à la française comme les CIO et les services d'orientation, nous semblent susceptible de rassurer ceux qu'une telle ouverture tendrait à rebuter : conserver l'essence de nos valeurs tout en s'ouvrant à « l'étrange étranger » constitue

peut-être la recette de jouvence pour nos services ou tout au moins leur capacité à relever les défis du siècle.

Bob Poisson

** le centre européen pour le développement de la formation professionnelle est le centre de référence de l'Union Européenne pour la formation et l'enseignement professionnels. Créé par le conseil européen en 1975.*

*** Le présent rapport fait le bilan des progrès accomplis par les pays européens dans la mise en oeuvre des priorités de mai 2004 concernant l'orientation tout au long de la vie. (OTLV)*

<http://pagesperso-orange.fr/adcio/> : le site fait peau neuve

Le site de l'association a fait l'objet d'un toilettage...

Il a changé de forme, mais entend rester fidèle à son esprit : être le témoin de la vie et des préoccupations de l'A.N.D.C.I.O..

La page d'accueil donne accès aux rubriques qui vous sont familières.

- La rubrique « L'association » présente nos structures : statuts, conseil d'administration...
- Sous l'onglet « Les publications », vous pouvez télécharger cette « Lettre du directeur de CIO » et les précédentes et retrouver le sommaire du « Courrier spécial aux adhérents ».
- Le lien « Relations » mène aux comptes-rendus des contributions, interventions et collaborations des élus de l'A.N.D.C.I.O. auprès les structures institutionnelles, professionnelles, ou inter organisations qui s'intéressent à l'orientation ».
- Les Rubriques « Associations régionales », « Tribune libre », « Boîte à outils » sont les vôtres.

Elles sont destinées à être enrichies de vos envois. Leur nombre et leur diversité permettront au site de devenir encore davantage un lieu pour l'échange de réflexions et de pratiques des Directeurs de C.I.O.

Pour une association comme l'ANDCIO dont les adhérents sont dispersés sur l'ensemble du territoire, le site peut constituer un lien permanent, offrant l'opportunité d'exprimer ses opinions (voir la charte de l'expression des adhérents), de signaler des actualités, de réagir.

Nancy Adam

VU DANS LES COLONNES DU MONDE RECEMMENT

Un déferlement de témoignages hostiles, bien entendu ressenti par nous tous comme une injustice flagrante, s'est manifesté comme un embrasement soudain d'un feu qui couve en permanence : l'insatisfaction toujours ressentie par l'une ou l'autre personne quant à son parcours personnel, de formation ou professionnel est comme une braise que n'importe quel souffle peut enflammer.

Cette insatisfaction inextinguible n'est rien moins qu'un moteur de l'action et du projet individuel, message que nous pouvons entendre dans l'exercice de notre profession mais qui, porté sur la place publique, devient une mis en cause insupportable.

En cas de grand feu, deux paramètres sont essentiels : l'oxygène (se garder de souffler sur les braises), la matière à brûler (le contre-feu prend souvent la forme de tranchées sans végétation, un silence actif en quelque sorte).

De quel souffle et de quelle matière se nourrissent les griefs ? Il faudrait accepter de l'analyser vraiment. Toute réaction assise aujourd'hui sur une autojustification de principe de la profession, semble vouée non seulement à l'échec, mais autorise à des « départs de feu » incontrôlables, ne menant qu'à des fournaies piégeuses.

Sortir la profession de sa position de bouc émissaire ne pourra se faire sur une simple défense statique mais en étant dans une créativité qui semble attendue par un corps social en proie lui-même à des incertitudes sans précédents.

On trouvera sur le même sujet une analyse très éclairante d'un ancien collègue sur notre site internet, dans les contributions, sous le titre « Faut-il supprimer les Conseillers d'Orientation Psychologues ? »

Bob Poisson

Questionnaire aux directeurs de CIO (Pratiques professionnelles – valeurs – Perspectives)

Nous avons décidé cette année d'appuyer les réflexions de l'association sur un questionnaire que nous avons proposé aux adhérents et sympathisants de l'ANDCIO.

Nous avons donc établi, dépouillé et exploité ce questionnaire entre fin 2008 et avril 2009.

Nous souhaitons vous en donner l'écho dans cette « Lettre aux DCIO » dans la mesure où nous pensons que dans ces périodes difficiles, il est nécessaire pour chacun de se conforter dans une vision collective, qui aide chacun d'entre nous à se situer dans un quotidien de plus en plus complexe à assumer.

Comme vous le savez, l'ANDCIO considère les tâches du Directeur (trice) de CIO comme un métier à part entière pour lequel nous avons établi les principaux éléments d'un référentiel de la fonction. Nous considérons que dans la période que nous vivons la revendication associée d'un statut clair pour les DCIO revêt une importance cruciale.

Nous avons voulu permettre à chacun de nos adhérents et sympathisants de situer sa pratique, ses valeurs, les perspectives qu'il imagine pour la profession, dans un échange avec les collègues, médiatisé par ce questionnaire que nous avons soumis à leur sagacité. Nous vous proposons ci-dessous de partager quelques résultats principaux issus de ce questionnaire.

Remarques générales

Le taux de retour a été très important, ce qui semble montrer à quel point l'échange est perçu comme fondamental par les collègues.

Les résultats au questionnaire sont donc également une image assez fidèle de ce que pensent les directeurs et directrices de CIO en cette période.

Notre questionnaire était construit autour de cinq grands thèmes : Statut des directeurs(trices), Personnels des CIO, Structure CIO, Ingénierie de l'orientation, Missions des CIO.

I - Valeurs générales

Nous fonctionnons avec un certain nombre de valeurs communes dont le socle est assez large et qui nous permet de nous reconnaître dans une communauté de pensée importante. Au nombre de ces valeurs, l'attachement au droit au conseil en orientation, la nécessité d'être centré sur les besoins de la personne, le caractère humaniste de notre fonction, la volonté d'une indépendance large pour pouvoir assurer l'indépendance du conseil aux personnes, la référence aux missions d'état garantissant gratuité, fiabilité, neutralité et pluralisme des sources d'information.

Ces questions réunissent dans leurs réponses plus de 90% des répondants La communauté de valeurs qui nous caractérise nous amène à être « frileux » sur l'entrée de personnels non issus de l'orientation sur notre champ. Que ce soit en termes de gestion des CIO ou dans d'autres fonctions qui pourraient être présentes dans nos services, les positions sont assez prudentes. La moitié des répondants imaginent bien la présence de personnels non-issus de l'orientation dans les CIO mais on atteint rarement des pourcentages élevés sur ce type de questions.

Par ailleurs la direction d'un CIO par un personnel extérieur à l'orientation est clairement rejetée.

II - Statut des directeurs de CIO

Le taux de réponses concernant le statut avoisine les 100%.

Le métier de DCIO est clairement identifié comme un métier à part entière. A 93%, les collègues estiment qu'il n'est pas souhaitable de se partager entre la gestion du CIO et la prise en charge d'établissements (Pour 20% d'entre eux ils sont d'accord avec ce point avec des nuances).

A 90%, la fonction de DCIO n'est pas identifiée comme une fin de carrière pour les COP mais comme présentant un réel profil d'emploi.

La nécessité d'un statut clair lié aux éléments cités ci-dessus apparaît à 90%.

III - Personnels des CIO

Des questions portaient sur l'ouverture des CIO à de nouvelles compétences. On observe une ouverture facile à la fonction de documentaliste. Dans une moindre mesure, des spécialistes de la relation aux entreprises pourraient être intégrés aux CIO (ingénieurs pour l'école ?

Il y a par contre une opposition assez nette à l'entrée en CIO de personnels ayant un statut d'enseignant. Les nominations récentes d'enseignants dans certains CIO n'y sont sans doute pas étrangères.

Les avis sont très partagés sur le recrutement des COP sur la base de la licence de psychologie exclusivement. (seuls 43% (taux de réponse 92%) pensent que le recrutement des COP doit se faire exclusivement sur la base de la licence de psycho.

Les personnels administratifs des CIO sont un élément important des CIO et leurs compétences, notamment de 1er accueil, doivent être reconnu à sa juste valeur.

IV - La structure CIO

A la question sur la nécessité d'une structure juridique forte permettant un degré d'autonomie au CIO, on constate que, un peu moins d'un tiers des collègues, ne se prononcent pas.

Les deux tiers restant se déclarent très majoritairement favorables à cette structure juridique.

Cette structure pourrait être adossée à l'état et/ou de façon nuancée à la région mais pas au département.

La forme de gestion que pourrait revêtir cette structure reste très difficile à concevoir pour les collègues : Les questions évoquant des formules de gestion (conseils de perfectionnement, d'administration, réunions informelles, conseils de centre) amènent plus de 40% des répondants à ne pas se prononcer. Ce taux tombe à 30% lorsqu'il s'agit d'imaginer un conseil d'administration et 49% des répondants se déclarent en accord avec ce mode de gestion.

Ce conseil pourrait intégrer (par ordre décroissant de taux de réponse) des représentants de parents d'élèves, d'établissements, d'élèves, de collectivités territoriales, viennent ensuite les représentants de salariés ou d'entreprises.

Concernant la taille critique du CIO, et hormis quelques extrêmes, les propositions de nombre de postes estimé souhaitable oscillent entre 10 et 15.

V- Ingénierie de l'orientation

L'implication du CIO dans la découverte du monde de l'entreprise par les élèves et la mise en oeuvre des forums de découverte des métiers et formations sont plébiscitées.

La proposition d'outils aux enseignants par l'ONISEP afin de faciliter leur prise en compte de l'orientation recueille un accord plus nuancé.

Un accord est majoritairement exprimé

- en faveur du rôle de formation du CIO et des COP dans le cadre de la prise en charge par les enseignants de certains aspects de la formation à l'aptitude de chaque élève à s'orienter
- en faveur de l'amplification du conseil technique aux membres de la communauté éducative.

Hormis le handicap et la VAE, le fléchage de certains postes de COP recueille peu d'adhésion.

Le fait de flécher (spécialiser) certains postes de COP reçoit les adhésions suivantes (handicap 67% d'accords, VAE 64%, bilan de compétence 59%, publics prioritaires 58%, formation des équipes éducatives 58%) – Taux de réponses entre 75 et 80%.

VI Missions des CIO

Les missions énumérées dans le questionnaire ne suscitent aucun désaccord.

Une quasi-unanimité s'exprime notamment en faveur :

- du conseil en orientation centré sur la personne, ses besoins, ses contraintes, s'inscrivant dans un champ de valeurs humanistes qui contribuent au développement de la personne ;
- de ressources, notamment en matière d'information, plurielles, neutres, indépendantes, à la fiabilité contrôlée ;
- de l'accès au conseil en orientation et à l'information qui constituent un service public et gratuit pour toute personne tout au long de sa vie ;
- de l'ouverture du CIO à tout public, les élèves et étudiants en formation initiale constituant le public prioritaire ;
- du travail en réseau avec les partenaires locaux de l'insertion et de l'emploi ;
- de la contractualisation de l'activité conduite dans l'établissement avec l'aide du CIO.

L'adaptation des missions au niveau du bassin et sa légitimation par le conseil de gestion quelle qu'en soit la forme reçoit 87% d'opinions favorables pour un taux de réponses à 96%. Le décalage est assez frappant avec la question sur la structure juridique du CIO ci-dessus. C'est comme si la question portant sur les missions, on voit le concret de la nécessité d'un outil de gestion, alors que posé dans l'abstrait en terme de structure, cela perd son sens.

De même une question sur la fixation des missions du CIO à l'issue de concertations entre recteurs et présidents de région recueille 82% d'adhésion avec 92% de taux de réponse. C'est sans doute l'indice de la volonté d'un pilotage des services.

Le droit au conseil en orientation, garanti par la loi, et constituant la mission principale des C.I.O. recueille 87% de réponses favorables.

CONCLUSIONS

Ce reflet de la pensée des directeurs s'offre à chacun comme un moyen d'affiner sa propre réflexion. Depuis plusieurs années maintenant l'ANDCIO offre un cadre de réflexion, d'analyse des pratiques, et d'échange sur la gestion des structures que nous avons en responsabilité, aux directeurs de CIO. Le texte sibyllin ou même « pléonastique » sur nos missions « le directeur de CIO dirige le CIO » a besoin d'un contenu, que nous créons tous au quotidien.

Dans le contexte de propositions tout azimuts que nous connaissons, nous avons besoin d'une pensée la plus claire possible sur nos fonctions. Nous proposons à tous ceux que cela intéresse, de participer à cette réflexion en consultant les résultats complets du questionnaire sur notre site et en réagissant librement aux points soulevés. Nous publierons ces réflexions sur notre site.

L'association proposera par ailleurs en novembre, d'affiner tout cela lors de notre Assemblée générale.

Dans le contexte de propositions attendues sur la question de l'orientation et peut-être de décisions prises à cette date, nos réflexions seront sans doute essentielles pour que chacun puisse analyser et installer sa pratique de directeur (trice) au mieux des intérêts du public, de l'organisation des services et de notre métier.

Réunion avec le délégué interministériel à l'orientation le 23-6-09

Ambiance cordiale. Nous sommes reçus par Bernard St Girons accompagné d'André Roussel et de 2 autres personnes. (*Dans le texte à suivre BSG : Bernard St Girons, BP : Bob Poisson, DP : Denis Petruzella, AR : André Roussel*)

BSG signale le moment particulier : Remise officielle du rapport Hirsch cet après midi : livre vert Rapport sur les lycées de Descoings et attente du nouveau ministre.

BP : Objet de la rencontre : Faire le point sur les événements de l'année. On se pose un certain nombre de questions sur ce qui peut se préparer. Dans le bouillonnement actuel, on a du mal à percevoir ce qui va advenir. Quelques points de clarté, mais manque de visibilité sur ce que doivent devenir les CIO.

BSG : 2 ensembles de questions : certaines touchent à la structure des CIO, d'autres à la fonction des COP, leur devenir, les compétences qu'on en attend.

D'abord, la question des personnels. Propos soulignant la nécessité d'avoir une valence psy forte : gamins en difficulté, aide à la connaissance de soi, socle de formation en psychologie nécessaire : cela ne fait pas débat.

D'autres attentes s'expriment : nécessité de développer d'autres compétences qui, selon les endroits et environnements prennent plus ou moins d'importance. C'est notamment la question de l'information sur les métiers. Il n'est pas vrai que les COP fassent partout la même chose. Il faut trouver un équilibre entre ces approches.

Il ne s'agit pas de faire des COP des spécialistes de tous les métiers, ce qu'ils ne pourraient pas être, mais alors, on doit savoir faire appel, via des partenariats, à des professionnels pour avancer.

Le mauvais procès qui a pu être entendu est parfaitement déplacé : les COP ne sont pas responsables de toutes les problématiques de l'orientation. D'ailleurs le livre vert à ce qu'on en connaît ne le dit pas.

Dans ce contexte de nouvelles compétences attendus se posent la question suivante : Jusqu'où aller pour diversifier les recrutements ? Profs qui ont envie d'évoluer, par exemple...

Le problème du recrutement en nombre de nouveaux COP ne concerne pas la Délégation Interministérielle à l'Orientation.

La Commission Hirsch, pour ce qu'on peut en dire, n'a nullement instruit le procès des COP.

Comment peut s'organiser la ressource humaine ? Le premier lieu où l'information et le conseil doivent se déployer est l'établissement scolaire. On a besoin que l'établissement s'approprie la question de l'orientation.

Le COP a vocation à être le spécialiste qui aide l'établissement.

Mais, pour ce qui se passe à l'extérieur : il faudrait rendre plus lisible les réseaux jeunesse, emploi, ML, réseau scolaire.

+ de 8000 points d'info, 22 réseaux !! On a visiblement à réfléchir à ce plus de lisibilité et les moyens d'y parvenir.

Vif intérêt pour les cités des métiers « plateformes multiservices » permettant de trouver dans un lieu unique de multiples prestations, accrocher ceux qui viennent.

Là où c'est ouvert, ça marche et c'est une bonne piste. Cela peut clairement enrichir les compétences des divers conseillers.

Cité des Métiers : On ne pourra pas en faire partout, encore que..... Le sujet du maillage du territoire se pose autrement.

Les plateformes, telles que l'ONISEP les déploie sont une formidable opportunité pour revisiter les missions qui sont les nôtres : mission de 1^{er} diagnostic et missions de fond

L'expérience de la plateforme d'Amiens fonctionne. L'arrivée des plateformes est UNE opportunité de réflexion sur le métier et les modes d'exercice. Le face à face n'est pas le seul mode de travail. Les TICE doivent aider.

BP : Dans ce contexte posé par BSG, il est important de réfléchir effectivement à ce que pourraient être les services d'orientation. Il ne s'agit pas uniquement de réfléchir à la fonction des COP mais d'envisager ce que nos services peuvent apporter. Nous signalons le questionnaire que nous avons lancé. Nous manifestons à la suite de cette démarche, la volonté que l'association puisse affiner ses propositions dans les mois suivant la rentrée et lors de son assemblée générale.

Nous allons dans notre cadre proposer une réflexion sur ce que font et peuvent faire les CIO. Ce qui nous paraît essentiel est de réfléchir aux CIO en tant que structures. Nous allons proposer à la réflexion des adhérents des pistes de travail que nous validerons lors de notre assemblée générale.

Parmi nos points de réflexion, citons les suivants : Nous comprenons la nécessité d'activités d'ingénierie, de guidance (parcours de découvertes des métiers et formation, opérations d'information) et la question qui se pose et se posera à tous les responsables de l'éducation est de savoir comment coordonner les démarches à un niveau infra-départemental? La Cité des métiers ne répond pas clairement à ce pourquoi les établissements scolaires nous sollicitent.

Comment mettre en place les PDMF ? Ces opérations à mener sont de la compétence des CIO. Légitimité, habitude du fonctionnement des établissements scolaires, partenariats naturels et nombreux au sein des établissements. Ils impliquent également la relation aux milieux socio-économique et plus encore la médiation entre milieux économiques et établissements.

Si les CIO ont une taille critique ils sont à même d'agir en ce sens, contrairement aux IA ou aux rectorats.

Comment travailler au niveau d'un bassin à la mise en place d'opération de guidance ? Le CIO est en mesure d'organiser en établissements scolaires et au CIO, des opérations concernant l'ensemble des jeunes et pas seulement ceux qui sont en difficulté, y compris à l'université. C'est possible grâce à son histoire, son emplacement, sa capacité à travailler avec les établissements. Si l'on imagine que les Missions Locales par exemple auraient des choses à mettre en oeuvre, il faut bien également se rendre compte que leur public « naturel » est spécifique. Elles n'ont absolument pas l'habitude des publics « normaux ». Une stratégie de 1^{ère} S sur un parcours de classe préparatoire d'élite, reste

certainement une étrangeté pour ces partenaires. Attention aux erreurs qui découleraient de mises en place non maîtrisées (Ceci vient en réponse à BSG qui évoquait le rôle possible des ML dans les PDMF).

L'évolution des modalités d'accès à l'information qui encouragent un repositionnement sur l'ingénierie de la guidance justifie l'existence de compétences diverses au sein d'un CIO, avec des personnels différents qui ne soient pas en concurrence avec les COP, mais qui ont des compétences d'une autre nature définies en fonction des missions. On peut faire la jonction avec les chefs d'établissements par exemple grâce à nos réseaux de professionnels que n'ont pas les lycées. Il y a là nécessité de développer des compétences en ingénierie dans les CIO : C'est là toute la question de la fonction de DCIO, nécessaire au pilotage et à l'organisation.

BSG : Accord total sur la question de l'insuffisance ou de l'absence de pilotage. Le principe du primus inter pares, ne peut pas fonctionner. Sur l'exemple des horaires d'ouverture des CIO par exemple, c'est crucial et cela pose problème : Les DCIO n'arrivent pas à imposer des horaires correspondant aux besoins des jeunes.

Ca ne peut pas marcher.

Il y a d'ailleurs un vrai sujet autour du pilotage, tant au plan national qu'au plan local. Un corps de 4000 personnes ne peut pas fonctionner sans un projet global de service.

Autre sujet un peu plus tard : les décrocheurs ; c'est important. Aujourd'hui, le sujet est instruit à charge contre l'éducation nationale. Pouvez-vous nous dire ce qui a été fait à ce sujet depuis la circulaire d'avril 2009 ?

BP donne un certain nombre d'exemple sur le sujet lettre et développe à partir de l'exemple Poitou-Charentes des lettres de mission confiées aux DCIO par la rectrice.

DP signale l'importance stratégique de confier à un membre de l'EN la responsabilité de récupérer les décrocheurs.

Il signale la nécessité d'inclure ces jeunes.

BSG. Il reste nécessaire de reconnaître également les limites de l'éducation. A cet égard il faut avancer sur la question du croisement des fichiers afin de retrouver les décrocheurs et de traiter réellement les situations.

Question de l'état psychologique de la profession : Sinistrée.

AR confirme : le sujet au DECOP sur la connaissance de l'entreprise n'a pas été réussi. Les COP stagiaires ont mieux réussi la question sur la connaissance universitaire. Très peu avaient identifié les missions du COP, même s'ils évoquaient les activités.

Question des missions (en relation avec la journée de réflexion. Quel consensus sur un certain nombre de missions :

Mission d'ingénierie auprès des établissements, Mission de conseil, avec priorités. Question du décrochage

Mission d'accompagnement dans la construction des parcours.

Comment accompagner la population vers une élévation de son niveau (processus de Bologne), outrepasser son « destin », accompagner vers le bac-pro 3 ans.

Que peut-on partager, avec les enseignants ?, quelles spécialisations, handicap, non francophones,

DP : Dans tous les cas, le besoin d'une circulaire assignant des missions est particulièrement criant. Rien n'est pire que l'absence, par exemple dans les circulaires de rentrée.

BP : Il doit également rester à l'esprit que ces dernières années, l'absence d'année de stage après le diplôme, le manque de formation institutionnelle, l'absence de validation par l'inspection, le manque de bases sur l'exercice du métier et son environnement (stage en DR-ONISEP, découverte d'une IA) ont créé un grand vide.

La réflexion sur ce que doit être le CIO doit également déterminer les missions des personnels.

BSG signale sa prudence et sa réticence sur le choix d'entrer par les structures même s'il reconnaît la pertinence des propos tenus.

Les membres de la DIO nous remercient de notre participation à la réflexion sur ces sujets et nous assurent de leur intérêt pour nos travaux. Ils participeront volontiers à notre journée d'octobre. On peut ressortir de cet entretien avec le sentiment d'un manque de décisions claires à venir. Il n'en reste pas moins qu'en reprenant les divers entretiens menés cette année, le sujet se précise dans le sens suivant : *La question n'est plus vraiment la compétence ou ce qu'on voudrait voir faire aux COP, mais beaucoup plus les enjeux qui existent autour de la question de l'orientation et qu'il faudra prendre en charge. Avec ou sans les COP, cela se fera ; les moyens d'y parvenir sont en train d'être trouvés ; on aura besoin de psychologues pour la part qui les concerne ; pour le reste, les initiatives autour des plates-formes, des établissements scolaires, des enseignants, des autres structures du champ de l'orientation pourraient faire l'affaire... Plus que jamais, la question du rôle du CIO et celle des modalités de son inscription dans la politique générale de l'orientation semblent être les thèmes prioritaires sur lesquels nous devons faire porter tout notre effort de persuasion.*



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet : <http://pagesperso-orange.fr/adcio/>

Siège : CIO de La Rochelle – 7 rue Jaillot – 17 000 – La Rochelle - Tél. : 05 46 41 16 00

A l'occasion de la tenue de son assemblée générale statutaire annuelle, l'AND-CIO organise, **le vendredi 13 novembre 2009**, à l'attention de ses adhérents, de l'ensemble des directeurs de CIO, des personnels de direction et d'inspection,

Une journée de réflexions-débats sur le thème :

*« Le centre d'information et d'orientation dans son bassin.
Quel maillage territorial ? Quels partenaires ? Quel statut pour une
efficacité plus grande ? L'existence des CIO, un atout pour les
professionnels de l'orientation en France. »*

Ce thème nous conduira tout naturellement à préciser les positions de l'association dans le cadre des projets de « *service public de l'orientation* », ou de définition du concept d'« *Orientation Tout au Long de la Vie*. »

Dans les locaux de l'INETOP, à Paris

Programme :

- Matin

ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

De 9h.00 à 10 heures : L'assemblée générale de l'AND-CIO est ouverte aux adhérents et sympathisants. La participation aux scrutins sera réservée aux adhérents à jour de leur cotisation 2008-2009

De 10h.00 à 12 heures : Travaux en ateliers sur le thème de la journée.

-

12h 30 : **Pause déjeuner.**

- 14h 00 : Table ronde à partir des productions des ateliers du matin et d'une synthèse des positions de l'association présentée par le président

Y participeront :

- **Monsieur Bernard Saint Girons, délégué interministériel à l'orientation**
- **Mr Michel Lugnier, conseiller technique enseignement professionnel orientation au cabinet du ministre de l'éducation nationale**

17h 00 : Clôture des travaux.

Cette année encore, notre journée, constitue un évènement de portée nationale. Elle permettra aux participants de dialoguer avec des responsables dont les attentes, les représentations, les projets seront susceptibles de déterminer les perspectives d'avenir de nos services.

La participation aux frais d'organisation est de 20 euros. (Cette somme sera déduite de la cotisation 2009-2010 pour les adhérents.)

Il est important de réserver sans délai votre participation en retournant le bulletin de participation, ci-après, complété et accompagné d'un chèque de vingt euros à l'ordre de l'AND-CIO.

**BULLETIN DE PARTICIPATION à la journée de Réflexions-débats du
13/11/2009**

A retourner, complété, par retour de courrier, à :

AND-CIO, CIO De La Rochelle - 7 rue Jaillot - 17000 La Rochelle

M. Mme Melle (1) NOM : _____ *Prénom :* _____

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE - DRONISEP - SAIO - AUTRE (à préciser) (1) :

VILLE : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Fax : _____

Courriel : _____

Participera à la journée de réflexions- débats organisée par l'AND-CIO le 13 novembre.

☐ *Je règle ma cotisation 2009/2010 et je joins un chèque de 45 euros à l'ordre de l'ANDCIO*

NB La cotisation inclut la participation à la journée

☐ *Je règle ma participation à la journée et je joins un chèque de 20 euros à l'ordre de l'ANDCIO*

☐ *Je réglerai ma participation le 13 novembre*

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://pagesperso-orange.fr/adcio/>

BULLETIN D'ADHESION 2009 – 2010

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE – DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ : VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(pour l'envoi du Courrier des adhérents)*

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à _____, le _____

Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2009-2010 est de **45 € pour les actifs** et **20 € pour les retraités**.

Les actifs peuvent régler leur cotisation en deux fois.

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer sans attendre, directement à la trésorière (adresse ci-dessous), ou au délégué académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. La période d'adhésion s'étend du 01.10.2009 au 30.09.2010.

Trésorière : Nicole BRASSART – CIO – Bâtiment B Le Bateau Blanc – Chemin de Paradis – 13500 MARTIGUES
Tél. 04 42 80 02 00 – Fax 04 42 80 60 96 – Courriel : nicole.brassart@ac-aix-marseille.fr